

Communiqué de presse

Les gouvernements européens appelés à mettre fin à leur course au gaz en Afrique et à privilégier les énergies propres

Bruxelles, le 2 novembre 2022 - A l'approche de la COP27 en Egypte, des experts du climat et des organisations de la société civile de toute l'Europe et d'Afrique, dont les Amis de la Terre France, Marie Toussaint, le Réseau Action Climat, GreenFaith France, Reclaim Finance et bien d'autres, mettent en garde les responsables politiques européens pour qu'ils mettent fin à la "ruée vers le gaz fossile" en provenance d'Afrique, introduisent des mesures rapides de réduction de la demande en Europe et accélèrent le développement de solutions énergétiques propres. Ces trois mesures, affirment les signataires, sont essentielles pour surmonter les crises actuelles des prix de l'énergie basées sur les combustibles fossiles, ainsi que pour éviter l'urgence climatique.

Les groupes ont remis une lettre collective aux chefs d'État d'Allemagne, d'Italie, de France, d'Espagne et à la Commission européenne. Dans cette lettre, les signataires reconnaissent que la crise des énergies fossiles, exacerbée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, affecte directement les ménages et les travailleurs européens, notamment les plus vulnérables, et que les gouvernements doivent y répondre. Dans le même temps, ils soulignent que pour le continent africain, tout nouveau développement gazier exacerberait les impacts climatiques dans la région la moins responsable de la crise, et aggraverait les effets dévastateurs de l'extraction du gaz sur les moyens de subsistance, la santé publique, les droits humains et la biodiversité.

Les signataires sont solidaires de leurs alliés africains qui exigent la fin de la production de gaz sur leur continent à travers une campagne intitulée "[Don't Gas Africa](#)". Ils craignent particulièrement que la ruée de l'Europe vers le gaz ne compromette le développement de l'Afrique en l'enfermant dans des conflits liés aux combustibles fossiles et dans une dette destinée à couvrir la production de gaz orientée vers l'exportation et le coût de ces actifs échoués. Selon eux, les investissements dans le gaz détournent également l'attention de la priorité plus importante que constitue l'élargissement de l'accès à une électricité propre et fiable pour les plus de 570 millions de personnes qui n'ont pas accès à l'énergie sur le continent.

Luisa Neubauer, de Fridays For Future Allemagne, a déclaré : *"Scholz voulait être un chancelier du climat, au lieu de cela il s'est transformé en chancelier des fossiles. Nous constatons qu'il fait pression pour une plus grande extraction de fossiles dans des pays africains comme le Sénégal. Notre dépendance au pétrole, au gaz et au charbon ainsi que notre exploitation du continent africain sont les causes profondes de la crise du climat et du coût de la vie. Au lieu de jeter de l'huile sur le feu, Scholz, Habeck et Lindner sont invités à réorienter tous les investissements vers les énergies renouvelables."*

Cette lettre répond aux efforts déployés par les gouvernements européens pour non seulement s'assurer de nouveaux approvisionnements en gaz sur le marché mondial, mais aussi pour investir de manière proactive dans de nouvelles infrastructures gazières en amont et en aval. L'Allemagne, en particulier, a pris la tête de ces efforts. En mai 2022, M. Scholz s'est rendu au Sénégal pour y poursuivre de nouveaux projets. En octobre 2022, le chef de cabinet de M. Scholz a déclaré que l'Allemagne devrait

financer l'exploration de gisements de gaz, et le pays a tenté, lors du Conseil européen, d'amener les États de l'UE à soutenir l'extraction de gaz. En septembre, le chef des Affaires étrangères de l'UE, Josep Borrell, a encouragé le gouvernement du Mozambique à accélérer un programme gazier qui a entraîné le déplacement de milliers de personnes et alimenté de violentes insurrections et conflits.

Marie Toussaint, députée française au Parlement européen, a déclaré : " *La ruée des investissements européens vers les ressources fossiles africaines est très préoccupante. La multinationale française Total est en pointe dans l'exploitation des ressources du continent, que ce soit à travers le projet d'oléoduc East African Crude Oil Pipeline en Ouganda, ou l'ouverture d'opérations offshore en Afrique du Sud. Les fonds qui financent ces projets sont des fonds qui ne servent pas à soutenir la transition énergétique des pays africains. L'Union européenne doit non seulement s'engager résolument dans la création d'un mécanisme financier international pour les pertes et dommages, mais aussi créer des partenariats verts pour soutenir la transition africaine vers des sources d'énergie durables et peu coûteuses qui garantiront une réelle part des bénéfices pour tous et leur indépendance énergétique à long terme : les énergies renouvelables.*"

Lili Fuhr, Centre for International Environmental Law (CIEL): " *L'Europe n'est pas confrontée à une crise énergétique, mais à une crise des combustibles fossiles. La seule façon de s'en sortir est de briser la dépendance au pétrole et au gaz en développant les énergies renouvelables et en réduisant la demande de combustibles fossiles. Pour commencer, il est essentiel de réduire l'utilisation du pétrole et du gaz par les industries polluantes. En 2020, près de 15 % de la consommation finale de gaz et 14 % de la consommation finale de pétrole dans l'UE ont servi à la fabrication de produits pétrochimiques pour les plastiques et les engrais. Au lieu de poursuivre une chasse néocolonialiste à de nouvelles sources de combustibles fossiles en Afrique et ailleurs, les dirigeants de l'UE devraient s'attaquer de front au problème en réduisant la production de plastiques et d'engrais, en commençant par les emballages plastiques à usage unique inutiles. L'approche actuelle ne fera qu'enfermer l'Afrique et l'Europe dans un avenir fossile et une aggravation du chaos climatique.*"

Cette lettre intervient alors que l'Agence internationale de l'énergie vient de publier son [rapport 2022 sur les perspectives énergétiques mondiales](#), dans lequel on peut lire : " *Personne ne devrait imaginer que l'invasion de la Russie [en Ukraine] puisse justifier une vague de nouvelles infrastructures pétrolières et gazières dans un monde qui veut atteindre des émissions nettes nulles d'ici 2050.*" Le rapport s'aligne sur les conclusions précédentes selon lesquelles une trajectoire nette zéro signifie aucune expansion de nouveaux champs de gaz ou de pétrole où que ce soit dans le monde, et qu'au lieu de cela, des investissements majeurs dans les énergies renouvelables sont cruellement nécessaires.

Elle intervient également dans un contexte de résistance croissante des sociétés civiles des deux continents à l'expansion de la production européenne de combustibles fossiles. La société civile africaine est particulièrement active pour s'opposer aux efforts des nations européennes à travers sa campagne [Don't Gas Africa](#), qui appelle à la fin de l'apartheid énergétique induit par les combustibles fossiles et à un soutien international pour le développement d'énergies renouvelables rentables, propres, appartenant aux populations, afin de mettre fin à l'exclusion énergétique et de répondre aux besoins des personnes et des communautés à travers le continent.

Lorraine Chiponda, coordinatrice de la campagne Don't Gas Africa : " *L'expansion imminente des combustibles fossiles et du gaz en Afrique et dans le monde entier ne tient pas compte de la nécessité d'une transition équitable vers une énergie propre. La pression pour le gaz n'est pas orientée par les*

besoins de 600 millions de personnes en Afrique vivant dans la pauvreté énergétique ni par les besoins de développement de l'Afrique. Le continent a besoin d'un changement de système qui ouvre la voie à une transition juste permettant de mettre en place des économies régénératrices pour les populations, de décentraliser les systèmes énergétiques pour atteindre les populations marginales, de fournir une énergie propre à tous et, enfin, de permettre à tous de prospérer dans un environnement sain et propre."

Les signataires et les organisations qui les soutiennent demandent instamment aux dirigeants européens de saisir ce moment historique pour agir en véritables leaders du climat et de :

1. Mettre immédiatement fin à tout accord visant à développer la production de gaz et les infrastructures en Afrique, réaffirmer la déclaration de Glasgow de la COP26 visant à arrêter les investissements dans les nouveaux gaz et pétrole, et l'appliquer aux projets non encore développés.
2. Introduire des mesures rapides de réduction de la demande de gaz en Europe qui s'appliquent à l'énergie et aux processus industriels (par exemple, [la réduction de la production de plastique permettrait de réduire la consommation de gaz](#) à un niveau proche des volumes qui pourraient provenir des réserves des pays africains).
3. Investir dans le déploiement à grande échelle des énergies renouvelables, en partenariat avec les pays africains et les institutions démocratiques, afin de favoriser l'accès à l'énergie et de permettre aux gouvernements de mettre en place des stratégies industrielles sans carbone, qui ne favorisent pas le développement des combustibles fossiles.

Notes pour les journalistes:

Liste complète des signataires: www.dont-gas-africa.org/open-letter-europe

[Citations complémentaires ici.](#)

Contacts médias:

Ashwini Phraba, GGON Communications Manager: ashwini@ggon.org

Viviana Varin, Senior Communications Associate for the Fossil Fuel Treaty Initiative:
viviana@fossilfuel treaty.org